

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/W/48

28 novembre 2000

(00-5113)

Comité de l'agriculture

Original: anglais

DÉCLARATION DU BRÉSIL

La déclaration ci-après, faite à la réunion du Comité de l'agriculture du 14 novembre 2000, est distribuée à la demande de la délégation du Brésil.

Première partie, point G: Mise en œuvre de l'article 10:2 (crédits à l'exportation)

Au nom des pays membres du MERCOSUR, le Brésil distribue aujourd'hui le texte d'une proposition sur les crédits à l'exportation que le MERCOSUR a présentée dans le cadre des négociations sur la zone de libre-échange des Amériques.

Le MERCOSUR ne présente pas une proposition en tant que telle; nous distribuons ce texte à titre de contribution constructive à un processus visant à accroître la transparence de la question des crédits à l'exportation au Comité.

Notre intention est de donner aux membres l'exemple d'une tentative plurilatérale visant à élaborer des disciplines convenues au niveau international pour les crédits à l'exportation de produits agricoles.

Ce texte, qui s'inscrit dans un contexte régional, devrait très probablement être réexaminé et remanié pour mieux correspondre au type d'approche multilatérale nécessaire à l'OMC.

Toutefois, je voudrais mettre l'accent sur quelques éléments très positifs qui figurent dans le texte du MERCOSUR, éléments dont nous pensons qu'ils peuvent servir d'exemple dans toute discussion que nous pourrions avoir sur la question à l'OMC.

Premièrement, il convient de noter que le texte ne concerne pas des **produits spécifiques**; en d'autres termes il n'a pas été élaboré en fonction des besoins spécifiques de tel ou tel pays ou région; les disciplines sont horizontales de par leur nature et essentiellement non discriminatoires.

- Je soulignerai également l'effort fait pour arriver à **une définition plus précise des crédits à l'exportation** pour les produits agricoles.
- Le document tente également de cerner la **portée et la nature** de ce que seraient les **"crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public"**.
- Toutefois, compte tenu de faits intervenus récemment dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, nous pensons qu'il faut examiner plus avant le libellé du document pour s'assurer que **tous les aspects de la participation publique** dans le domaine des crédits à l'exportation sont couverts.

./.

- Nous sommes persuadés que l'utilisation de ressources publiques doit être soigneusement contrôlée et réglementée en toutes circonstances, qu'il s'agisse de conditions préférentielles ou de faveur ou encore de ce que l'on prétend être les "conditions du marché".

Deuxièmement, l'ensemble des **modalités et conditions** exposées dans ce texte sont, d'une manière générale, compatibles avec les pratiques du marché international des produits agricoles; il s'agit d'une caractéristique essentielle du document, qui ne privilégie pas les économies disposant de ressources excédentaires.

Troisièmement, il convient de relever que le texte ne prévoit aucune dérogation, ni pour tenir compte de **circonstances particulières du marché ni pour permettre un alignement sur les conditions de la concurrence**, pratique éminemment discutable et très commune au sein de l'OCDE en ce qui concerne les produits industriels.

Quatrièmement, il est très important de noter que même si le document a été conçu pour une zone de libre-échange régionale, son **caractère horizontal** permettrait de l'adapter à n'importe quel cadre ouvert.

- Le Brésil et le MERCOSUR souhaiteraient vivement que les participants formulent des observations et posent des questions sur ce document.
 - Nous espérons qu'un débat (aujourd'hui ou à notre prochaine réunion) sur les éléments figurant dans le document nous donnera - ici, à l'OMC - des indications sur les principaux paramètres qu'il serait nécessaire d'incorporer dans des disciplines multilatérales sur les crédits à l'exportation pour les produits agricoles.
-